

OULD DADDAH ACCUSE ET PRÔNE LE DIALOGUE



Ahmed Ould Daddah

Adéfaut d'organiser une marche qui prendra sans nul doute le contre-pied de celle du PRDS, le RFD d'Ahmed Ould Daddah s'est contenté d'une conférence de presse dans ses locaux, ce mercredi matin aux alentours de 13H.

Très attendue par ses militants qui sont venus relativement nombreux, cette sortie du leader du RFD, qui n'avait jusque-là pas encore pris position, n'a pas failli à la tradition de cette formation politique. Pour l'occasion, Ahmed Ould Daddah a réuni autour de lui, toute la classe politique de l'opposition : Mohamed Khouna Ould Haidalla, Messaoud Ould Boulkheir, Cheikh Ould Horma Ould Babana, Mohamed Ould Maouloud, Cheikh Ould M'Haimed, Mahfouh Ould E'zizi et autres Moctar Ould Mohamed Moussa et Mohamed Jemil Mansour. Mais, M. Ahmed Ould Daddah a également pris le soin de s'entourer d'une représentante des familles des officiers arrêtés dans le cadre de la récente présumée tentative de coup d'Etat

du 8 août courant en la personne de Mariem Mint Hamady. Il est vrai, par ailleurs, que l'opposition, qui a su prendre son mal en patience, n'a pas cherché la confrontation avec le Pouvoir en essayant de marcher coûte que coûte.

Dans la salle archicomble où les militants finiront par accaparer le micro de relais pour fustiger le Pouvoir, M. Ahmed Ould Daddah prendra la parole le premier pour prononcer brièvement un mot de bienvenue à tout ce beau monde venu l'écouter. Viendra ensuite Mohamed Mahmoud Ould Ematt, président de la commission d'organisation de la marche "avortée" qui en dira deux au public, traduits par Nana Mint Cheikhna Ould Mohamed Laghdhaf : "Normalement, nous aurions du être en marche aujourd'hui, puisque nous avons, conformément à tous les textes en vigueur, sollicité l'autorisation pour organiser une marche pacifique afin de dénoncer les arrestations arbitraires, l'arbitraire qui règne sous toutes ses formes dans le pays et qui le mène aujourd'hui vers un véritable chaos qui

s'annonce extrêmement dangereux. Le pouvoir ne s'est pas contenté de détruire l'économie de ce pays, mais il s'est attelé douze ans durant à détruire l'unité nationale. Nous avons vu des épurations de toutes sortes qui ont touché tous les pans de notre société les négro-africains, les baathistes, les nasséristes et aujourd'hui les tribus et les régions. Donc c'est un pays qui est dans une situation extrêmement grave et il est important que tous les fils de cette Nation soient conscients du danger que nous vivons actuellement. Encore une fois, le régime a interdit une marche pacifique conforme à la Constitution et à toutes les lois de ce pays pendant qu'il a permis l'organisation d'une marche du PRDs qui a instrumentalisé comme d'habitude l'administration et les moyens de l'Etat et obligé les fonctionnaires de l'Etat à participer à cette marche. Donc tous les moyens de pression matériels et moraux de l'Etat ont été mis à profit."

Ould Daddah accuse et prône le dialogue

Avant de se livrer à la presse, M. Ahmed Ould Daddah fera un long état des lieux du pays affirmant : "Nous suivons l'évolution de ce pays depuis treize ans. En tant qu'acteur, nous avons toujours considéré que nous allons, comme on dit, dans le mur. N'importe qui serait fier que son pays soit conduit d'une façon digne, intelligente et qui sert l'intérêt de l'ensemble de ses populations. Mais nous avons constaté, et nous l'avons dénoncé, que la conduite unilatérale des affaires de ce pays débouchera sur une situation grave. Le processus démocratique, ou dit démocratique est complètement bloqué. Malheureusement, à travers les arcanes électorales, personne aujourd'hui n'imagine qu'on peut sortir d'affaire. Les partis politiques ne sont pas permis d'exercer un minimum d'expression. On ne parle pas de leur rôle dans les décisions majeures qui engagent l'avenir du pays. Dans les pays civilisés, on consulte les acteurs politiques pour aider le gouvernement à prendre les décisions finales. Donc les partis politiques sont marginalisés ! Aucun dialogue n'est aujourd'hui à l'ordre du jour du côté Pouvoir. Vous connaissez la situation du pays avec la dégringolade de la monnaie, la situation de l'emploi. Dans les autres pays on parle du taux de chômage, moi je parle du taux d'emploi qui ne doit pas excéder 20%. Vous savez aussi, du moins les gens de Nouakchott, qu'il y a une crise aiguë avec les bailleurs de fonds lesquels disent, semble-t-il, que le gouvernement leur donnait de faux chiffres. Je crois d'ailleurs que le premier responsable de ce régime qui est le Chef de l'Etat a fait le point de la situation à Kiffa et on ne peut que prendre acte de ce qu'il nous a dit. On s'attendait à des actes importants pour redresser cette situation par une consultation de la classe politique. Qu'est-ce qu'on voit? Une prétendue tentative de coup d'Etat. Nous avons en tant que parti, mis huit jours pour nous prononcer sur le sujet; parce que nous avons estimé qu'il fallait prendre le temps qu'il faut pour obtenir



Une photo d'archive regroupant les trois leaders de l'opposition présents à la conférence

tout ce que nous pouvons réunir comme informations de manière à ce que lorsque nous prenons une position, qu'elle soit juste, basée sur des faits et des données. Aujourd'hui, notre état d'information indique qu'il n'y a aucun élément avéré permettant de dire qu'il y a eu un délit de tentative de coup d'Etat. Mais qu'il y a au contraire une volonté et un processus de liquidation d'un certain nombre de groupes et de régions dans l'armée. Nous considérons que ceci est grave surtout pour l'armée qui est une institution très importante pour un pays et qui doit être au-dessus des luttes politiques. Nous considérons aussi que c'est grave pour sa stabilité et pour la paix civile dans ce pays. Vous, pour qui connaît l'histoire de ce pays, on ne devrait pas jeter de l'huile sur le feu. L'Histoire de ce pays est une histoire qui a toujours été mouvementée. Elle a toujours été faite de guerres tribales, régionales et personne ne doit avoir intérêt à mettre de l'huile sur le feu dans cette affaire. Nous, moins que tout autre, parce que nous avons conscience de leur responsabilité, de la fragilité du tissu social dans ce pays et nous disons au gouvernement qu'il doit faire attention, que ce n'est pas un jeu, que c'est très dangereux pour ce pays, qu'il faut savoir ce que l'on dit et le faire. Le pouvoir doit revenir à la raison et nous ne voyons dans cette impasse politique, économique, sécuritaire comme porte de sortie qu'un dialogue ouvert, respon-

sable entre tous les acteurs ayant un rôle quelconque dans ce pays. Non pas en vue de prébendes, de postes politiques, mais en vue de définir les éléments d'une démocratie, d'une construction démocratique équitable et ouverte dans laquelle le peuple et seul le peuple est le juge en dernier ressort qui désigne ses représentants, ses gouvernants et qui les renvoie s'il n'est pas satisfait de leur travail. C'est la seule possibilité ouverte aujourd'hui pour sortir de cette impasse extrêmement périlleuse pour la Mauritanie. Nous appelons donc à ce dialogue et au travail dans cet objectif. Cet appel a été fait par d'autres partis politiques de l'opposition et par d'autres personnalités de l'opposition et de la société civile. Nous voulons que cet appel soit entendu parce que les gens sont convaincus que c'est la seule perspective fiable pour la Mauritanie."

En finissant son introduction, M. Ahmed Ould Daddah passera la parole à Mme Mariem Mint Hamady, qui, au nom des familles des officiers arrêtés dans le cadre de la présumée tentative de coup d'Etat, improvisera une intervention musclée à l'endroit du Pouvoir : "Nous déclarons à travers vos différents organes de presse que cette vaste campagne d'arrestation au sein de l'Armée, de la Garde et de la Police que connaît de nos jours la Mauritanie, est orientée vers une direction déterminée du pays. Cette direction se situe à l'Est où résident des tribus à qui on fait

porter la responsabilité de la tentative de putsch manquée de l'année dernière. Le pouvoir a orchestré une mise en scène qui n'est pas passé inaperçue aux yeux du citoyen ordinaire car c'est une sauce dans laquelle il cherche à éliminer de l'Armée nationale tous les ressortissants influents de cette région. Et nous vous confirmons qu'aucun crime n'a été commis par ces incarcérés n'eut été d'avoir des relations de parenté avec les meneurs du putsch manqué du 8 juin 2003. Et nous n'avons jamais su auparavant que les relations de consanguinité étaient devenues un crime réprimé avant Ould Taya. Nous portons à votre connaissance que nous avons appris de mauvaises nouvelles faisant état de l'arrivée de certains officiers arrêtés à l'hôpital militaire, depuis trois jours, parmi lesquels les commandants Sidaty Ould Hamady et Habib Ould Abou Mohamed et nous ne connaissons pas les raisons de ce transfert à l'hôpital militaire. Depuis lors, nous ne savons où donner de la tête et nous nous inquiétons pour l'état des nôtres surtout que nous avons en mémoire l'expérience des différentes formes de tortures pratiquées sur les présumés putschistes de l'année dernière."

Répondant à une question relative à la nature de ce dialogue que prône l'opposition, M. Ahmed Ould Daddah affirmera que "dès août 1993, nous avons proposé de manière à ce que rien en soit exclu, que ce dialogue soit autour de l'institution démocratique."

En vérité, les aspects de l'institution démocratique reposent sur la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. C'est aussi l'esprit d'ouverture pour en arriver à une étape acceptable pour les différents acteurs politiques afin qu'ils jouent, chacun en ce qui le concerne, le rôle qui est le sien. Puis, cet esprit d'ouverture se poursuit et évolue pour être le moyen de régler tous les problèmes."

Au sujet des sources d'informations sur lesquelles l'opposition s'est basée pour dénoncer ce qu'elle appelle "les arrestations arbitraires", le président du RFD dira que "la Mauritanie est une tente ou une hutte ouverte où tout ce qui se passe est connu de tous. Jusqu'à ce moment, dans tout ce que nous avons collecté comme informations, pas une seule preuve ne permet d'affirmer qu'il y avait tentative de coup d'Etat."

MOHAMED OULD KHATTAT